

ANALYSE du 8 septembre 2010

## MAL GOUVERNANCE DE FAURE GNASSINGBE : CE QUE LA BANQUE MONDIALE A OUBLIE DE MENTIONNER...

Au delà de la fatalité très prisée par une partie de la population togolaise, c'est un mode de gouvernance singulier qui tient lieu de gestion économique et détruit le pouvoir d'achat des citoyens togolais. Non seulement, les avantages du système sont réservés à un petit nombre, mais les dépenses effectuées par les tenants du pouvoir sont de plus en plus insolites, inutiles et n'apportent rien de concret aux Togolaises et Togolais. L'essentiel des ressources du pays partent pour l'essentiel à l'étranger souvent sous des arrangements de gré à gré, ce qui contribue à amoindrir considérablement le budget de l'Etat et alourdir l'endettement du pays.

Cette accélération de la dépendance du Togo est contraire à l'esprit d'indépendance de tout Togolais. Face à la main mise de réseaux d'affaires étrangers puissants et la collusion avec des hauts dirigeants du pays, le Togo est aujourd'hui un Etat en voie de défaillance économique principalement à cause de l'absence de stratégie qui conduit à un pilotage à vue et une sous-traitance de pans entiers de l'économie. Il ne faut donc pas s'étonner de la réaction d'un peuple et humilié dès lors que les solutions alternatives d'amélioration de la gouvernance sont neutralisées. Les responsables de la Banque mondiale et de la communauté internationale ne peuvent oublier de mentionner la grande et la petite corruption qui réduisent considérablement le pouvoir d'achat des populations togolaises.

### 1. La Gouvernance de la médiocrité, une fatalité ?

Au mois de juillet 2010 et en présence des plus hauts responsables du Gouvernement togolais et des représentants de la Banque mondiale, s'est tenu à Lomé, l'atelier de validation du « **Mémoire économique du Togo et étude diagnostique pour l'Intégration du Commerce** ». M. Philip ENGLISH, économiste principal à la Banque mondiale en mission au Togo n'a pas manqué l'occasion d'apporter une conclusion très sévère et sans concession sur la gestion du pays, reflétant fidèlement le point de vue du Groupe de la Banque mondiale à savoir : « *Le Togo est un pays potentiellement riche mais mal géré* ».

Ce constat de mal gouvernance émis avec franchise ne vient que confirmer le point de vue de nombreux autres analystes indépendants que la Communauté internationale écoute peu.

Confinés dans leur devoir de réserve et ne pouvant mettre en cause ce constat dévastateur dans l'opinion publique togolaise et internationale pour la gestion de Faure GNASSINGBE, de hauts cadres de l'administration publique togolaise expliquent que Mr ENGLISH n'est qu'un fonctionnaire « atypique ». La plupart des experts locaux indépendants, pour ne pas se faire exclure des prochains

contrats d'expertise, n'ont plus d'autres choix que de s'emmurer dans un silence sépulcral. De leur côté des fonctionnaires de l'institution financière multilatérale ont rappelé que le personnage serait connu pour son « *franc parler* » et serait réputé comme quelqu'un qui ne pratique pas « *la langue de bois* ». Faut-il comprendre que les autres membres du Groupe de la Banque mondiale pratiquent la langue de bois, n'ont pas de franc-parler, ce qui les qualifierait de fonctionnaires typiques ?

La Communauté internationale, en s'alignant sur l'avis des fonctionnaires typiques, aurait-elle été piquée par le virus d'une diplomatie de l'hypocrisie, un système de duplicité, initié par le pouvoir togolais ? Le Collectif pour la Vérité des Urnes ne peut que réveiller ceux qui ont été doublement piqués par la mouche atypique dite « tsé-tsé », celle qui met en sommeil la vérité. Cette vérité des comptes publics se confond souvent avec celles des comptes privés de ceux qui dirigent le Togo.

La gouvernance au Togo est fondée sur une gestion patrimoniale et un monopole dans les attributions des affaires pour les membres du clan. Ainsi, pour tenter d'édulcorer le constat de la gestion médiocre et irresponsable du Gouvernement présidé par Faure GNASSINGBE, un groupe de fonctionnaires, appartenant aux fonctions publiques nationale et internationale, tente de faire croire qu'il y aurait une autre forme diplomatique pour annoncer les résultats catastrophiques pour la population togolaise, l'éternelle méprisée, l'éternelle oubliée. Faure GNASSINGBE a simplement doublé la pauvreté au Togo en moins de 5 ans et s'apprête à recommencer, cette fois avec le soutien des Amis de Gilchrist OLYMPIO (AGO). Les formules diplomatiques doivent-elles remplacer la politesse par l'hypocrisie en économie ? Faut-il croire qu'il s'agit là d'une technique pour réduire les Togolaises et Togolais au rôle de « spectateurs-objets », afin de les amener par une politique de la duplicité à acquiescer cette gouvernance de la médiocrité comme une fatalité ?

## 2. Une gouvernance patrimoniale de Faure GNASSINGBE

A la mort du Général Etienne Eyadéma GNASSINGBE, le Togo disposait d'un Boeing 727. Faure GNASSINGBE, à son arrivée au pouvoir, l'a vendu pour s'acheter un appareil d'occasion DC 8 qui en dépit de nombreux mois de réparation en Roumanie se retrouve à l'heure actuelle sur le tarmac de l'aéroport de Lomé, dans l'impossibilité de voler. Il urge que les coûts d'entretien fassent rapidement l'objet de la vérité des comptes.

Pour effectuer ses multiples voyages, Faure GNASSINGBE voyage en Falcon ou Bombardier loués à prix d'or à des groupes avec lesquels un certain Charles DEBBASCH, Togolais disposant d'un passeport diplomatique et ayant rang de ministre, serait le lien de connexion non sans récupérer des commissions importantes payés par l'argent des contribuables. La Banque mondiale semble avoir oublié de procéder à des investigations sérieuses sur ce dossier quant à son impact sur le déficit budgétaire de l'Etat togolais.

# Mouvement Citoyen

La location pour une durée de trois jours est évaluée à 100 (cent) millions de francs CFA sans parler du prix du kérosène, des frais d'atterrissage et de stationnement, et les émoluments du personnel navigant.

Sur un mois pendant cet été, les villégiatures de Faure ont coûté plus de 1 (un) milliard de FCFA aux contribuables togolais, sans compter les voyages au Soudan, au Rwanda, Il suffit de visiter le site de la Présidence de la République pour voir le nombre de déplacements effectués pendant la période estivale. La mission en Chine pour l'exposition universelle aurait coûté aux contribuables togolais plus de 2 milliards de francs CFA pour 5 jours (voir annexe).

Sur un autre plan et en un quinquennat, Faure GNASSINGBE se serait offert un patrimoine immobilier qui a nécessité des investissements impressionnants, notamment :

- Résidence présidentielle à AGOU (Village natal de sa mère) ;
- Résidence présidentielle à la Cité de l'OUA ;
- Résidence présidentielle à Pya ;
- Résidence présidentielle à Cacavéli ;
- Résidence présidentielle à Dapaong ;
- Résidence présidentielle à Adélé ;
- Résidence présidentielle dans le Ogou ;
- Résidence présidentielle à Défalé ;
- Résidence présidentielle à Blitta.

Il convient de rappeler qu'il y a lieu de préciser si les acquisitions de biens immobiliers par celui qui est à la tête de l'Etat appartiennent à l'Etat togolais ou sont des acquisitions privées par celui qui a l'usufruit ? Le niveau du pouvoir d'achat et des salaires de la fonction publique togolaise ne permet pas aux membres de l'entourage du système Faure Gnassingbé de se constituer un patrimoine immobilier au Togo comme à l'étranger. Le directeur d'une régie financière se serait offert une villa située non loin du nouveau palais présidentiel, estimée à 350 Millions de francs CFA, et qui aurait été payée rubis sur ongle. Les champions de cette course au patrimoine immobilier se retrouvent surtout dans le premier cercle du pouvoir central.

Les fonctionnaires, souvent hauts cadres de l'administration publique, sont tenus de respecter l'interdiction du cumul d'activités et des salaires prévus par les Lois togolaises. Aussi, les ressources dégagées par cette catégorie de Togolaises et Togolais pour acquérir ses biens immobiliers proviennent-elles d'activités annexes, hors-la-loi et vraisemblablement en dissonance avec les émoluments liés à leur travail au service de l'Etat ? Il faut constater que de nombreux directeurs des régies financières et des sociétés d'Etat sont devenus des hommes d'affaires dans le privé, mélangeant allègrement les avantages en provenance du service public, ceci contrairement aux prescriptions des règles de l'Administration togolaise. Tout porte à croire que le principe du non-cumul de postes d'activités et de salaires, n'est pas respecté dans l'Administration togolaise par

certaines hauts cadres de l'Administration publique. Le délit d'initié et les formes multiples de corruption sont donc possibles, parfois encouragés.

En l'absence de tout contrôle administratif ou parlementaire sur cet état de fait, il n'est pas difficile de comprendre que ces pratiques contribuent à transformer un pays potentiellement riche en une nation appauvrie, comme l'a constaté la Banque mondiale, sans offrir des solutions pour corriger la situation.

Dans le même registre, il convient de rappeler que la clôture de la Résidence de Lomé 2, dont les travaux ont été réalisés par un ministre puissant dans l'exécutif actuel, ont couté la bagatelle de 800 Millions de F CFA prélevés dans les fonds de l'Etat. Les travaux de construction du nouveau siège de la Direction Générale des Impôts, étaient initialement estimés à 4 Milliards de francs. Les députés togolais avaient exigé la revue à la baisse de cette somme. Ces travaux se sont finalement terminés avec des dépenses s'élevant à 8 milliards de francs CFA. Le marché desdits travaux fut attribué de gré à gré à l'inamovible société de travaux publics CENTRO, dirigée par un homme de main de Faure GNASSINGBE. Selon des informations reçues de sources concordantes et dignes de foi, les institutions financières de Washington, dont la Banque mondiale, auraient interpellé la Direction Générale des Impôts (DGI), pour stigmatiser la faiblesse des recettes fiscales réalisées au titre de 2009 : 105 milliards de F CFA alors que le pays voisin, le Bénin, avait atteint 500 milliards de FCFA. Le constat est sans équivoque qu'au titre de la même année, les douanes béninoises, à elles seules, réalisaient une performance correspondant au budget général du Togo ! L'efficacité de la gouvernance togolaise est en question et surtout on peut se demander si les douanes togolaises ne pourraient pas offrir plus, à moins que tout ne soit pas visible. Un audit indépendant devrait pouvoir offrir la vérité des comptes publics.

Nonobstant cette contreperformance, 500 millions de FCFA additionnels auraient été débloqués au mois de mai 2010 comme prime d'encouragement du personnel de la DGI. Ainsi au Togo, les bonus sont inversement proportionnels aux performances. Selon la ou le Directeur de l'institution, c'est le système de celui « *qui perd qui gagne* » qui est promu ! Mais il faut analyser ce système de près. Car le plus mauvais gestionnaire qui reçoit des primes pour « *mieux faire* », peut se révéler n'être que celui ou celle qui contribue, avec succès, à la diffusion d'une information incomplète de la réalité des recettes effectives de la DGI et parallèlement à l'absence de publication sur les informations non révélées sur des transferts « hors bilan » officiel. Ce dernier point peut expliquer les félicitations... On se demande ce que l'année 2010 réserve aux populations togolaises.

### 3. Une gouvernance sans transparence

Le constat est sans appel. Il est tellement évident que plus personne ne peut masquer sa réalité. Alors que ceux parmi les pays africains qui avaient pris conscience de l'importance d'une responsabilité endogène de la macro et de la micro-économie, récoltaient les fruits de réformes structurelles et tiraient profit de l'augmentation des prix des matières premières, en les transformant

sur place dans le cadre de vastes chantiers fondés sur le développement des capacités productives, l'éducation et l'infrastructure, le Togo a continué par faire les frais d'une piètre gouvernance économique et d'une imprévisibilité politique récurrente. Celles-ci procèdent d'un manque chronique et auto-renouvelé de légitimité électorale des dirigeants politiques.

La situation de pauvreté avancée des populations, l'absence d'opportunités offertes et les preuves évidentes de l'utilisation des deniers publics par quelques membres du cercle concentrique autour du pouvoir, sont des nuisances que des options alternatives de gouvernance peuvent résoudre.

La lumière de la vérité empêche désormais Faure GNASSINGBE et son Gouvernement de masquer les conséquences de leur gestion, les obligeant à reconnaître publiquement les nombreux gaspillages et manque-à-gagner pour le Peuple togolais, introduits par le mode de gestion de l'économie togolaise version RPT/AGO. En 2006 déjà, à l'occasion du lancement du programme de modernisation de la justice togolaise, Faure GNASSINGBE a été contraint d'évoquer à Lomé, devant des juristes et des journalistes que : « *les maux qui minent l'appareil judiciaire national* » sont la source de la plus grande insécurité pour les investissements étrangers au Togo.

Deux ans plus tard, en avril 2008, Komlan MALLY, premier ministre, présidant l'ouverture d'un séminaire sur la corruption au Togo confirmera : « *que ce mal est réel sur la terre de nos aïeux et qu'il urge qu'il soit combattu* ». Entretemps, devant la Représentation Nationale, l'ancien ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau Noupokou DAMMIPI, avouait aux députés togolais qu'au sein de la Société Nationale d'Exploitation des Phosphates, l'un des poumons économiques du pays que, « *la gestion des dix dernières années n'était pas assortie de rapports annuels d'activités* ».

Il convient de rajouter à cela, entre autres, et sous la direction de Faure GNASSINGBE, la dissolution pure et simple de certaines sociétés ou organismes publics comme le Fonds d'Entretien Routier (FER), sur lequel plane toujours le scandale du détournement de plus de 13 milliards de F CFA, ou la Société Togolaise du Coton (SOTOCO), pour tenter de masquer l'ampleur des détournements ou malversations dont elles ont fait l'objet. Par ailleurs, on ne peut faire abstraction de « *l'opacité de la gestion des produits pétroliers* » au Togo, ce qui a été dénoncé récemment par l'ancien ministre des Mines et de l'Energie Léopold Messan GNININVI, lors des événements tragiques qui ont entraîné la mort de trois concitoyens lors d'une manifestation pacifique des citoyens togolais au mois de juin, consécutive à une augmentation imprévue et non justifiée des prix du carburant au plan national.

#### 4. 2005 et 2010 : Toujours pas de Président au Togo !

Comment ne pas s'étonner qu'un tel système de gouvernance sans transparence perdure au Togo ? Les Togolaises et Togolais ainsi que les chefs de partis politiques cherchent-ils réellement à s'unir sur une nouvelle base démocratique pour contribuer à changer cette gouvernance de l'échec et de la baisse du pouvoir d'achat ?

Le Collectif pour la Vérité des Urnes (CVU), de son côté, n'a de cesse de rappeler cette mauvaise gestion et de suggérer par des propositions concrètes, une voie pacifique et intelligente de sortie de crise pour engager rapidement le Togo dans la voie d'une autre gouvernance.

Le représentant de la Banque mondiale cité plus haut, comme au demeurant de nombreux autres experts indépendants, n'ont fait que dire la « vérité », ce qui rejoint, de manière objective, le travail du CVU pour soutenir la lutte du peuple togolais pour sa liberté et son autodétermination.

Mr FOLIKPO, membre de la Diaspora, éminent linguiste et ex-détenu RPT/AGO, n'a fait que participer à une veillée de prière, ce qui a été considéré comme un crime et lui a valu, comme d'autres citoyens togolais, de la prison sans jugement. On se demande ce qui retient le Gouvernement RPT/AGO de mettre M. Philip ENGLISH en prison lors de sa prochaine intervention « atypique », à moins que la Banque mondiale se s'en charge, indirectement sur recommandation expresse des autorités Gouvernementales togolaises, en lui interdisant de s'occuper du Togo à l'avenir ?

Sur l'autorité de l'Etat, il y a matière à discussion. Le CVU rappelle que Faure Gnassingbé a été déclaré Président par des juges à la solde du pouvoir central. La vérité est qu'il existe de nombreux pays occidentaux qui n'ont pas reconnu Faure GNASSINGBE comme le Président du Togo, tant en 2005, qu'en 2010. Ceci peut expliquer cela.

La situation politique actuelle du Togo, reposant sur des intimidations fondées sur la loi du plus fort, fait qu'aucun investisseur éthique et sérieux ne peut organiser la prévisibilité de ses affaires dans ces conditions. Le secteur privé national et international, les investisseurs et les multinationales devraient comprendre qu'un tel régime ne peut garantir un environnement propice pour développer leur entreprise en créant des emplois au Togo. Le CVU leur demande de faire pression pour que des négociations aient lieu pour permettre un retour rapide à un environnement où les dirigeants bénéficieront d'une légitimité du Peuple Togolais. La légitimité obtenue par Faure Gnassingbé par une auto-proclamation de la Cour Constitutionnelle non indépendante demeure un abus de la démocratie. Elle est l'illustration de l'instrumentalisation de la justice au Togo. Une telle légitimité ne saurait faire de lui un Président réellement choisi par les Togolaises et Togolais, ce qui fait que le Togo n'a pas aujourd'hui de Président légitime ! **Des juges non élus par le Peuple ne peuvent choisir un Président pour les Togolais et Togolaises.**

## 5. Terreurs, intimidations comme nouvelle gouvernance au Togo

La sagesse populaire a coutume de dire que « *l'exemple vient toujours d'en haut* » !

Après avoir rappelé que Faure GNASSINGBE et son Gouvernement ont été obligés de reconnaître publiquement le gaspillage et le manque à gagner qu'occasionne leur gestion, on aurait pu croire que la nouvelle alliance de circonstance RPT/AGO (Rassemblement du Peuple Togolais et Amis de Gilchrist OLYMPIO), allait immédiatement corriger cet état de fait et engager le Togo sur la voie de la refondation économique.

Or la réalité quotidienne démontre qu'il n'en est rien. Aucun fait marquant dans la gestion du nouveau Gouvernement RPT/AGO de Faure GNASSINGBE ne vient témoigner de la volonté d'engager le Togo sur la voie de la refondation et du développement économique, sous les auspices d'une politique de réconciliation nationale. Au contraire, c'est la voie répressive, choisie et assumée, qui est devenue un nouveau mode de gouvernance par la peur. Cette nouvelle forme de terreur et d'intimidations consiste à faire taire par tous les moyens, y compris les plus extrêmes et violents, la contestation de la partie majoritaire du Peuple togolais soutenue par les contre-pouvoirs démocratiques et les partis politiques, qui luttent pour la vérité des urnes et des comptes publics.

## 6. Dépenses improductives de Faure GNASSINGBE : Manque à gagner pour les villages togolais

En parallèle à la pauvreté d'une grande majorité du peuple togolais, les dépenses improductives du premier responsable de l'Etat togolais atteignent des montants astronomiques aux yeux du Togolais moyen. Malheureusement, ces dépenses ne contribuent en rien à l'amélioration du bien-être des populations, mais contribuent, bien au contraire, à les priver de moyens qui auraient pu améliorer leur pouvoir d'achat et favoriser leur épanouissement. Il suffit pour s'en faire une idée de constater les dépenses « dites officielles » connues et effectuées uniquement lors des voyages présidentiels (voir annexe).

Les dépenses effectuées et connues pour les déplacements à l'étranger de Faure GNASSINGBE entre la mi-avril 2010 et fin-août 2010 s'élèveraient à 3,1 milliards de FCFA, soit 4,8 millions d'Euros ou 6,1 millions de dollars des Etats Unis (\$ US).

Au plan intérieur, il convient de rajouter à cette somme 200 millions de FCFA, coût estimatif des frais engagés pour la réparation et frais d'entretien du véhicule présidentiel MAYBACH ; dans lequel circule Faure GNASSINGBE sur les routes togolaises en état de délabrement avancé. Ces frais sont dus aux envois en Occident dudit véhicule pour assurer des services de réparation inexistantes au Togo. Pour mémoire, la valeur d'achat neuf, de ce véhicule s'élèverait à environ 750 millions FCFA.

Tous ces chiffres donnent le vertige !

Chacun peut s'imaginer à quoi peut servir tant d'argent dépensé au cours d'un voyage officiel, au nom de la République togolaise ?

Et ceci pour quel résultat concret ? Aucun pour le Peuple togolais !

## 7. Mieux-être dans 3.152 villages togolais, si Faure ne voyage plus !

Si le Gouvernement RPT/AGO de Faure GNASSINGBE, s'était résolu à mener une politique ambitieuse d'aménagement et de développement des zones rurales, contribuant concrètement à améliorer les

conditions de vie quotidienne des populations des villages togolais, ce sont plus de 3.152 villages du Togo qui auraient pu, grâce à cet argent, recevoir 1.000.000 de FCFA chacun pour organiser, en toute autonomie, leur mieux-être. Entre construire une salle de classe, installer un dispensaire, se doter de sources d'énergie alternatives ou construire un marché pour organiser le commerce de proximité, le choix est large. Mais qui se soucie du bien-être des paysans et des villageois togolais ? Tout le monde se rappelle du riz « *Faure 2010* » (subventionné) dont on ne parle plus depuis l'élection présidentielle du 4 mars 2010, qui a donné lieu à de multiples irrégularités invalidantes, avec des résultats altérés mais homologués et autoproclamés par la Cour Constitutionnelle du Togo.

Mais le plus désolant dans cette situation, c'est que cette idée ne semble pas effleurer outre mesure Faure GNASSINGBE et son Gouvernement RPT/AGO.

Les bailleurs de fonds du Togo pourront savoir aisément que les déplacements à l'étranger de Faure GNASSINGBE et son équipe, coûtent en moyenne au contribuable togolais, entre 100 millions de FCFA (soit entre 152.449 € ou 196.448 \$ US) et 300 millions de FCFA (soit 457.347 € ou 589.320 \$ US).

Il suffit de calculer combien de voyages sont effectués, chaque année, sans compter les voyages officiels ou privés payés par le budget de la nation, pour comprendre que l'on peut opter pour d'autres alternatives avec l'Internet, la vidéo-conférence ou le simple téléphone, en dépit de la mise sur écoute des populations, y compris pour le Chef de l'Etat qui demeure donc sous contrôle par un groupe civilo-militaire.

## 8. Une gouvernance basée sur le refus de rendre des comptes aux populations

Mais le vrai problème est ailleurs. Il n'y a pratiquement jamais de bilan concret de ces visites et les motifs invoqués sont si généraux que les explications fournies relèvent d'une justification palliative pour les services du Trésor et de la Comptabilité publique. Faure GNASSINGBE et son Gouvernement ne rendent donc pas compte au Peuple togolais, et ne justifient que partiellement à la Communauté internationale la destination des crédits alloués au Togo.

C'est ici que l'exigence de vérité des urnes toujours assortie de l'exigence de vérité des comptes publics réclamée par le Collectif pour la Vérité des Urnes (CVU) prend tout son sens. En réalité, il s'agit bien de procéder à la vérification des comptes publics au Togo... A ce jour, la vérité des comptes publics relève de l'ordre de l'impossible au Togo, car aucun organe indépendant ne peut se le permettre dans les circonstances actuelles. Même la Banque mondiale après s'être fait berner à plusieurs reprises, se contente de dire que « *le Togo est mal géré* », sans d'ailleurs proposer des solutions appropriées de restructuration économique, des solutions concrètes de sortie de crise et surtout faire son mea culpa. En effet, qui a conseillé le Togo ? Ou plutôt qui a stratégiquement mal conseillé le Togo ? Notamment en s'assurant seulement que les arbitrages de « *mauvais goût* » au Togo se fassent de manière que cela profite directement ou indirectement, stratégiquement ou à



court terme, aux amis des amis des membres du Conseil d'Administration des institutions de Bretton Woods...

L'Union européenne semble être à la même enseigne mais n'a pas osé suivre les vraies conclusions des observateurs envoyées lors des dernières élections présidentielles au Togo et conclure à l'invalidation de ces élections.

Après ces révélations, les donneurs de leçons, seront mieux inspirés en faisant profil bas et en proposant de repartir sur des bases nouvelles avec l'implication directe de la Diaspora et de la société civile togolaise responsable dans les décisions. Le groupe de la Banque mondiale, l'Union européenne et l'ensemble de la communauté internationale seraient inspirés de soutenir les 22 propositions du CVU et même de les améliorer pour qu'enfin les soutiens multiples offerts par cette illustre institution au Togo conduisent à des améliorations tangibles dans le bien-être de tous les Togolais et Togolaises et non pas seulement à ceux qui naviguent au sommet d'un Etat ne disposant d'aucune légitimité populaire. Ce serait une forme de « *correction diplomatique* » envers le Peuple togolais.

Si l'on doit réfléchir d'un point de vue économique aux options de développement, et aux alternatives que le Togo aurait pu mettre en œuvre avec le montant du coût des voyages de Faure GNASSINGBE compte tenu de leur degré d'improductivité pour le Peuple togolais, il y a matière à offrir des arbitrages alternatifs. Sans attendre ce que les partis d'opposition pourraient proposer, le Togo aurait amélioré le bien être de plus de 3.152 villages du Togo à raison de 1 million de FCFA par village pour un projet créateur de richesse ou d'appui à l'entrepreneuriat...

Un tel choix aurait le mérite de limiter les déplacements officiels de Faure GNASSINGBE au profit du développement rural et de l'économie de proximité.

Seulement, voilà, cela aurait forcé Faure GNASSINGBE à resté cloué au sol avec ses problèmes familiaux en train de monter en puissance. On ne sait pas si la guerre civile togolaise, évitée par la sagesse du Peuple togolais, ne se serait pas transformée en guerre fratricide, ce qui n'est pas encore exclu, puisque c'est apparemment un non-GNASSINGBE qui règle maintenant les comptes dans la famille des GNASSINGBE, créant ainsi des mécontentements dont il va falloir rendre compte au Peuple togolais.

Les conséquences fâcheuses de ces multiples entorses à la vérité des comptes publics mettent en berne le bien être quotidien des populations togolaises. L'absence de pouvoir d'achat a rendu très difficile pour la grande majorité des familles togolaises, la rentrée scolaire 2010-2011. L'occasion est propice pour inviter les syndicats des travailleurs de toutes les corporations, les parents d'élèves et les ménages mais aussi les chefs traditionnels représentants des populations dans les villages de s'associer au CVU pour exiger du Gouvernement togolais :

- la libération de tous les prisonniers politiques ;
- le retour du calme et l'autorisation des manifestations pacifiques sur l'ensemble du territoire en respectant les heures de travail ;



# Mouvement Citoyen

- l'arrêt d'envois de militaires non-républicains pour empêcher les représentants du peuple et les dirigeants de partis politiques de s'exprimer; et
- d'engager une véritable négociation sérieuse, avec l'appui indépendant des expertises de la Diaspora.

La recherche de la vérité des comptes publics n'a pour objectif premier que d'aider le Gouvernement à organiser le retour du pouvoir d'achat et une meilleure redistribution des richesses nationales en vue d'une prospérité partagée.

La Banque mondiale a donc bien oublié ces quelques informations cruciales pour comprendre en partie la gouvernance au Togo. Mais combien de temps l'armée républicaine acceptera de telles formes de mauvaise gouvernance au Togo ?

Le CVU reste convaincu que seule l'ouverture d'un dialogue franc et fécond avec toutes les parties prenantes de la grave crise politique que traverse le Togo, pourra ouvrir le chemin de l'espérance et faciliter le retour de la confiance.

Le CVU invite le Gouvernement togolais à rendre compte au Peuple togolais sur l'ensemble des points énumérés par le CVU et faciliter, ainsi démocratiquement l'émergence de propositions alternatives y compris en provenance du RPT.



**Dr. Yves Ekoué Amaïzo**  
Coordinateur International Provisoire

**François Fabregat**  
Responsable de la Communication



Association CVU-Togo-Diaspora  
Les Services du CVU-Diaspora-International  
Courriel : [info@cvu-togo-diaspora.org](mailto:info@cvu-togo-diaspora.org) - Internet : [www.cvu-togo-diaspora.org](http://www.cvu-togo-diaspora.org)

**ANNEXE : Dépenses présidentielles connues entre la mi-avril et la fin août 2010 :  
Manque à gagner pour les populations togolaises et absence de résultats tangibles sur le terrain**

Date	Nature de la Dépense	FCFA	Euro ( € )	Dollar US \$
23 avril 2010	Paiement des dépenses relatives à l'Investiture du PR [*]	100.000.000	152.449	193.348
19 mai 2010	Vol spécial Lomé-Milan Linate-Lomé [*]	93.801.851	143.000	181.339
19 mai 2010	Dépenses Voyage Milan 18-21 mai [*] 2010	300.000.000	457.347	580.012
28 mai 2010	Coûts Affrètement Vol Spécial et d'exploitation aéronef Frais Hôtel et Taxi [*]	81.127.709	123.678	156.849
28 mai 2010	Coûts Affrètement Vol Spécial et d'exploitation aéronef Frais Hôtel et Taxi [*]	63.447.788	96.769	122.720
25 juin 2010	Dépenses inhérentes à l'investiture du Président de la République et à la célébration du cinquantenaire [*]	200.000.000	304.898	386.666
1 <sup>er</sup> juillet 2010	Frais pour couvrir les missions officielles du PR au Cap Vert et en Lybie [*]	129.185.461	196.941	249.734
1 <sup>er</sup> juillet 2010	Frais pour couvrir les missions officielles du PR au Cap Vert et en Lybie[*]	184.641.675	281.484	356.940
<b>20 août 2010</b>	<b>Voyage en Chine Exposition Universelle de Shangai [**]</b>	<b>2.000.000.000</b>	<b>3.048.980</b>	<b>3.928.545</b>
TOTAL		3.152.204.484	4.805.504	6.192.272

**3 152 villages togolais  
auraient pu bénéficier d'un mieux-être entre avril et août 2010  
si les voyages de Faure Gnassingbé n'avaient pas eu lieu**

[\*\*] Montant estimé selon des informations disponibles au niveau de la Présidence de la République du Togo  
Source : A partir des informations des autorités togolaises, services de la Présidence de la République.